



WWJMRD 2024; 10(06): 67-77

www.wwjmr.com

International Journal

Peer Reviewed Journal

Refereed Journal

Indexed Journal

Impact Factor SJIF 2017:

5.182 2018: 5.51, (ISI) 2020-

2021: 1.361

E-ISSN: 2454-6615

**Amed Stown Borgia**

Faculté des Sciences

Economiques et de Gestion

appliquée, Université de

Douala, Cameroun-Douala.

## Accès au crédit et performance économique des petites et moyennes entreprises au Congo

**Amed Stown Borgia**

### Abstract

This article aims to verify the link between access to credit and the economic performance of small and medium-sized enterprises. This connection is anchored in the credit demand theory of credit channel proponents (1970). This theory was supported by Ginglinger's work (1991). To do this, we used the vector model with error correction, which is a particular form of self-regressive models with staggered latching. The results from the estimation of this model show that access to credit has a non-significant positive effect on the economic performance of small and medium-sized enterprises. Furthermore, investment and human capital have a positive and significant impact on the economic performance of small and medium-sized enterprises. Imports, for their part, negatively influence the economic performance of SMEs.

**Keywords:** Access to credit, economic performance, small and medium enterprises.

Classification JEL : E50, H19, D23, O55

### Introduction

L'accès au financement est un sujet capital au cœur du développement de l'entrepreneuriat des petites et moyennes entreprises (PME) dont les enjeux de diversification économique, de croissance inclusive et de réduction de chômage sont importants aussi bien dans le monde qu'en République du Congo. La problématique de l'accès au financement est d'une portée mondiale, car la quasi-totalité des pays ainsi que la communauté internationale ne cessent d'accorder de l'importance à ce sujet.

Depuis quelques années, l'entrepreneuriat des PME au Congo est confronté aux problèmes de financement, puisque les institutions de dépôts et crédits, l'une des principales sources de financement de l'économie, accordent difficilement des crédits à ces entreprises, contrairement aux grandes entreprises qui en bénéficient davantage. Ces institutions ne soutiennent pas assez le financement des nouveaux investissements. Les profits induits des crédits de ces institutions contribuent marginalement au réinvestissement dans les micro entreprises (Jean-R. Dirat, 2001).

Le secteur des PME peine à se développer au Congo surtout à cause de la difficulté d'accéder au financement. Les demandeurs des prêts sont soumis à deux barrières, à savoir : l'auto-exclusion et l'exigence d'un minimum de garantie par les microfinances pour l'octroi de crédit (Célestin M. et Mourad K., 2015). Ceci constitue une contrainte majeure pour la participation d'une grande partie de la population à l'activité économique et par conséquent restreint l'accès au crédit nécessaire au développement, et ce, nonobstant la création du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (FIGA), placé sous la tutelle technique du ministère des PME et de l'artisanat et sous la tutelle financière du ministère de l'économie et des finances ainsi que du ministère du budget, des comptes publics et du portefeuille public.

Plusieurs pays qui cherchent à encourager le développement du système financier afin de rendre le financement accessible à toutes les catégories des entreprises, font de plus en plus face à des défis redoutables. Pour venir en aide à ces pays, l'institution de Bretton Woods, le Fonds monétaire international a décidé de faire de l'inclusion financière des PME l'un de ses chevaux de bataille. L'objectif est de pallier les difficultés d'obtention de financement par

### Correspondence:

**Amed Stown Borgia**

Faculté des Sciences

Economiques et de Gestion

appliquée, Université de

Douala, Cameroun-Douala.

les PME afin de développer le secteur de ces entreprises, qui à leur tour, stimuleront le développement du secteur privé, l'un des principaux moteurs d'une croissance inclusive et durable.

Dans un contexte de crise économique et financière survenue en 2015, suite à l'effondrement de cours du baril de pétrole au second semestre de l'année 2014, le secteur financier congolais a augmenté l'enveloppe de crédit accordée aux entreprises, dans le but de soutenir l'économie. En effet, le montant de crédit alloué aux entreprises est passé de 825 milliards de FCFA<sup>1</sup> en 2019 à 917,7 milliards de FCFA en 2021, soit un taux de croissance annuelle moyen de l'ordre de 3,6% sur la période.

Cependant, l'augmentation de l'enveloppe de crédit aux entreprises a profité aux grandes entreprises au détriment des PME. Il ressort de l'analyse de la répartition du crédit accordé par catégorie d'entreprises que du côté des grandes entreprises, les crédits reçus ont connu la même trajectoire que le montant global de crédit aux entreprises, passant de 694,6 milliards de FCFA (84,2% de l'enveloppe globale) en 2019 à 849,2 milliards de FCFA (92,5% de l'enveloppe globale) en 2021. Tandis que du côté des PME, il a été observé une évolution baissière du montant de crédit, revenant de 130,4 milliards de FCFA (15,8% de l'enveloppe globale) en 2019 à 68,5 milliards de FCFA (7,5% de l'enveloppe globale) en 2021 (CNEF, 2021).

Cette situation atteste combien les PME installées au Congo ont des difficultés à accéder au financement, alors que l'accès au crédit est l'un des facteurs qui favorisent la performance des entreprises (Beck et al. 2006).

Toutes ces considérations nous amènent à nous interroger sur le lien entre l'accès au crédit et la performance économique des PME.

L'objectif de cet article est de vérifier le lien entre l'accès au crédit et la performance économique des PME, afin de proposer des pistes de solution susceptibles d'améliorer l'accès au financement par ces entreprises, pour booster davantage leurs activités.

Le présent article est structuré en trois points. Le premier point, présente la revue de la littérature. Le deuxième point décrit la méthodologie. Enfin le troisième point aborde la présentation, l'interprétation et la discussion des résultats empiriques.

## 1. Revue de la littérature

### 1.1 Revue théorique

La question de la relation qu'entretiennent l'accès au financement et le dynamisme entrepreneurial est récente, ce qui fait que la littérature économique sur ce sujet soit rare et presque inexistante. Cependant, en analysant la relation entre le développement financier et la croissance économique, cela nous a permis d'établir une passerelle avec notre sujet pour deux raisons. La première, l'accès au crédit, fait partie du développement financier. La deuxième, la croissance, n'est qu'une conséquence de la performance des entreprises. En effet, la croissance économique résulte de la bonne tenue de la production qui elle-même, est liée à la performance des entreprises en général et des PME en particulier.

La relation entre le développement financier et la

croissance économique a fait l'objet de débats et controverses dans la littérature économique. Dès le début des années 60, les économistes se sont intéressés au sens de causalité théorique entre les deux variables.

Bagehot (1873) fut le premier à évoquer une relation entre la finance et la croissance. Selon l'auteur, l'intermédiation financière a favorisé le développement du secteur industriel. L'accent a été mis sur l'importance de la mobilisation de l'épargne pour les particuliers et les dépôts pour les entreprises pour le financement des différents projets d'investissement à long terme.

S'inscrivant dans la même optique, Schumpeter (1912) a montré l'importance du secteur financier à travers le rôle des banques comme source de fonds pour financer les innovations technologiques, qui agissent positivement sur l'amélioration de la production des entreprises.

A l'opposé, Robinson (1952) n'était pas d'accord avec Schumpeter, en affirmant que la croissance économique conduit au développement du secteur financier. Elle a fait valoir qu'une économie connaît d'abord une croissance économique et que c'est cette croissance économique qui conduira ensuite au développement du secteur financier.

Les premières contributions du rôle du développement financier dans le processus de la croissance ont vu le jour au cours des années 50 et 60. Ainsi, Gurley et Shaw (1960) ont souligné l'importance de l'intermédiation financière dans le processus de développement économique. En faisant recours au modèle d'équilibre général, ils ont montré que l'existence d'un secteur financier permet de booster l'accumulation du stock de capital qui est important pour la croissance économique, qui elle-même est le résultat de la performance des entreprises dans une économie.

De son côté, Patrick (1966) a ajouté la notion d'efficacité dans le débat, en montrant que c'est un système financier plus efficace qui permet d'augmenter les épargnes mobilisées et conduit à une meilleure allocation des ressources vers les projets d'investissement. En effet, sans intermédiaire financier, les investisseurs doivent utiliser leurs propres ressources. Cet autofinancement est inefficace, surtout pour les projets qui nécessitent une ressource financière importante.

De plus, les travaux de Goldsmith (1969) qui ont montré une corrélation positive entre la taille de l'intermédiation financière et la croissance à l'aide des données en coupe internationale sur un horizon temporel de 103 ans (1860-1963), confirment la thèse selon laquelle le développement financier est indispensable pour la croissance économique.

Avant les années 70, la contribution des auteurs d'inspiration keynésienne a montré dans sa grande tendance que le développement financier serait une conséquence de la croissance économique. Autrement dit, c'est la croissance économique qui favorise le développement du secteur financier et non l'inverse.

Mais cette pensée des auteurs d'inspiration keynésienne a été remise en cause avec l'apparition du concept de libéralisation financière au début des années 70 dans la publication des travaux de McKinnon et Shaw (1973). En effet, ces auteurs ont montré que dans le cadre d'une économie dans laquelle il y a une répression financière<sup>2</sup>, la

<sup>1</sup> Comité national économique et financier, secrétariat général, rapport annuel 2021, République du Congo

<sup>2</sup> Les différentes interventions du Gouvernement sur le secteur financier, dans le but d'orienter au profit de l'Etat

fixation des taux d'intérêt au-dessous de leur valeur d'équilibre réduit l'épargne, fixe l'investissement au-dessous de son niveau optimal et détériore la qualité de l'investissement. Dans ce contexte, la libéralisation financière à travers la hausse des taux d'intérêt réel va accroître l'épargne et permettre la croissance de l'investissement.

Dans les années 90, la littérature a connu un regain d'intérêt suite aux travaux initiés par King et Levine (1993) qui ont revisité la relation. Les résultats de leurs travaux obtenus, en se basant sur le modèle de croissance endogène pour analyser l'interaction du facteur financier avec la croissance, ont remis en cause l'approche de Goldsmith. Les estimations montrent que la finance contribue à la croissance, qui est une conséquence de la performance des entreprises.

Olawale et Garwe (2010) identifient le manque de financement comme un facteur clé limitant le développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) en Afrique subsaharienne (ASS). L'importance du financement pour les entreprises est documentée par Beck et Demirguc-Kunt (2006) qui affirment que l'accès au financement aide à atténuer les contraintes de croissance des PME et augmente leur accès au financement externe, égalisant ainsi les règles du jeu entre les entreprises de différentes tailles.

## 1.2 Revue empirique

Plusieurs auteurs se sont intéressés à la relation entre l'accès au financement et la performance des entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises. Nkurunziza (2010) en analysant les données microéconomiques des entreprises exerçant dans le secteur manufacturier au Kenya, montre que les entreprises qui ont accès au financement se développent plus vite que celles qui n'ont pas accès au crédit.

Dans la même lancée, les travaux de Ayyagari et al. (2008) qui ont porté sur la problématique du système financier, montrent que les contraintes majeures qui influencent directement la performance et le développement des entreprises en général et les PME en particulier, sont les lacunes du système financier, notamment le financement.

De même, les conclusions des travaux d'Aterido et al. (2007) affirment qu'un faible niveau d'accès au financement quel que soit le type de financement, entrave la performance des entreprises, particulièrement les micros entreprises et les petites entreprises.

Aussi, faut-il rappeler que certains chercheurs se sont intéressés spécifiquement au lien entre l'accès au crédit et la performance des petites et très petites entreprises. Ils sont parvenus à des conclusions diverses. Ainsi, les travaux de recherche de Pissarides (1999) et de Bitemo et Dzaka (2009), ont révélé qu'il existe un effet positif considérable entre l'accès au financement et la performance des entreprises, notamment les PME. Par contre, les travaux de Buckley (1997) et Aryeetey (1998) aboutissent aux conclusions selon lesquelles l'impact des crédits sur la performance des petites entreprises est plutôt limité. L'une des explications de ce résultat est que les crédits octroyés aux PME sont généralement de faibles montants et avec des échéances relativement courtes.

des fonds qui, en l'absence de réglementation du marché, iraient ailleurs.

De son côté, Montalieu (2002) souligne que l'accès au crédit, en particulier pour ce qui est du micro-crédit, n'aurait pas d'impact sur la performance de l'entreprise, quel que soit le type d'entreprise. Selon cet auteur, la non disponibilité du crédit aurait seulement un effet indirect sur le développement des entreprises, notamment les micros entreprises en particulier et les PME en général, à travers la taille initiale qui, elle, serait liée à l'accès au crédit.

Ce point de vue n'est pas partagé par Beck et al. (2006), d'après leurs travaux focalisés sur des données portant sur 44 pays et 36 industries dans le secteur manufacturier, ont montré que le développement financier, notamment l'accès fréquemment au crédit par les entreprises, favorise la performance des petites entreprises.

Outre les auteurs qui ont mené les recherches sur le lien accès au crédit-performance des entreprises, certains auteurs ont pu mener leurs études sur la même problématique, mais en ajoutant un aspect juridique, notamment le système juridique. Les conclusions de leurs travaux se présentent ainsi qu'il suit.

Ayyagari et al. (2008) ont montré que, des différentes barrières de financement, à savoir : le manque d'accès aux capitaux à long terme, les exigences de garantie, etc. auxquelles font face les entreprises, essentiellement les PME, seul le coût de l'emprunt porte directement atteinte à la performance des entreprises. De même, en prenant en compte l'aspect juridique (système juridique), il apparaît que le financement est d'autant plus accessible et bénéfique aux entreprises en particulier les PME, selon que la justice est fiable et qu'il y a peu de corruption (Beck et al, 2005).

De leur côté, Abor et Biekpe (2007) ont souligné qu'une bonne gouvernance, facilitant l'accès au crédit à un coût peu élevé, peut permettre qu'il y ait un effet positif de l'accès au financement sur le développement des PME. L'une des explications est la confiance suscitée auprès des investisseurs dans un contexte de transparence et de bonne pratique managériale.

Pour leur part, Kumar et Rao (2015) ont affirmé que l'accès au crédit accélère ou accroît la performance des PME à travers l'amélioration des facteurs de production, l'innovation des produits ainsi que l'augmentation des capacités de production. Dans la même optique, les conclusions des travaux de Fatoki et Odeyemi (2010), à la suite de celles de Modigliani et Miller (1963), montrent que l'effet de levier du crédit qui booste la performance des entreprises, dans un contexte où les intérêts du crédit sont déductibles des taxes, crée une réduction des taxes pour l'entreprise emprunteuse.

Celestin M. et Mourad K. (2015)

## 2. Méthodologie

Le modèle auquel nous avons fait recours pour l'analyse empirique de l'effet de l'accès de crédit sur la performance économique des petites et moyennes entreprises s'appuie sur le modèle utilisé par Aschauer (1989), conçu à partir du modèle augmenté de Solow (1956) qui lui-même est basé sur le modèle de Cobb et Douglas (1928). Ce dernier met en relation la production, avec le progrès technologique, les facteurs travail et capital, sous la forme suivante :  $Y_t = AK_t^\alpha L_t^\beta (1)$  où :

- Y = production ;
- A= progrès technologiques ou productivité totale des facteurs ;
- K= facteur de capital ;

- L = acteur travail ;
- $\alpha$  et  $\beta$  = paramètres qui représentent les facteurs (K et L) dans le revenu, ils varient entre 0 et 1

Dans le cas où l'entreprise vend la totalité de ce qu'elle a produit, la production Y correspond au chiffre d'affaires dont la croissance est l'un des indicateurs qui permet d'apprécier la performance économique d'une entreprise (Marion, 2015).

Concernant le facteur capital, de trois types de capital évoqués par Bourdieu (1986) à savoir : le capital économique (revenus aussi bien que patrimoine), le capital culturel (langage, connaissance, biens culturels et diplômes possédés) et le capital social (réseau de relation sociale), nous nous sommes focalisés sur le capital économique, appréhendé par le crédit.

Le facteur travail qui représente le travail humain effectué pour la production des biens et la fourniture des services en

$$\Delta Y_t = \beta_{10} + \sum_{p=1}^P (\beta_{1p} \Delta Y_{t-p}) + \sum_{p=1}^P (\gamma_{1p} \Delta X_{t-p}) + \alpha_1(Y_{t-1} - d \cdot X_{t-1}) + u_{1t}$$

Tenant compte de nos variables, le modèle sous sa forme développée s'écrit :

$\Delta \log ca_t = \alpha_0 + \alpha_1 \Delta \log csp_t + \alpha_2 \Delta \log pop_t + \alpha_3 \Delta \log rmp_t + \alpha_4 \Delta \log df_t + \beta_1 \log ca_{t-p} + \beta_2 \log csp_{t-p} + \beta_3 \log pop_{t-p} + \beta_4 \log rmp_{t-p} + \beta_5 \log df_{t-p} + \epsilon_t$ , où  $\alpha_1$  est une constante, et  $\epsilon_t$  le résidu. Les données utilisées s'étalent sur une période allant de 1974 à 2021, soit 48 observations. Elles sont issues des bases des données de l'INS Congo et de la Banque mondiale (WDI).

Afin de vérifier l'existence d'une relation à terme, sa significativité et son seuil, nous allons en amont étudier

$$ARDL:: \begin{cases} \Delta \log ca_t = \alpha_0 + \alpha_1 \Delta \log csp_t + \alpha_2 \Delta \log pop_t + \alpha_3 \Delta \log rmp_t + \alpha_4 \Delta \log df_t + \epsilon_t (CT) \\ \log ca_t = \beta_1 \log ca_{t-p} + \beta_2 \log csp_{t-p} + \beta_3 \log pop_{t-p} + \beta_4 \log rmp_{t-p} + \beta_5 \log df_{t-p} + \epsilon_t (LT) \end{cases}$$

Pour qu'il y ait une relation de correction d'erreur, il faudra que : (i) l'hypothèse  $H_0$  du test de Student sur le coefficient  $\beta_1$  soit rejetée ; et (ii) la valeur du coefficient  $\beta_1$  soit négative et inférieure à l'unité, autrement dit appartenant à l'intervalle ] -1 0 [.

Au cas où la relation à correction d'erreur n'est pas confirmée, nous allons estimer les paramètres de l'équation avec le modèle autorégressif vectoriel (VAR) structurel (Watson, 1994).

Le modèle sous sa forme VAR s'écrit :  $\alpha_0 X_t = \alpha_1 X_{t-1} + \dots + \alpha_p X_{t-p} + \epsilon_t$  où  $\alpha_0$  est le vecteur des coefficients des variables endogène et exogènes à l'instant t ;  $X_1$  est le vecteur des variables endogène et exogènes à l'instant t ;  $\alpha_1$  est le vecteur des coefficients des variables endogène et exogènes

contrepartie d'une rémunération. Cela englobe l'ensemble des heures travaillées par les effectifs de l'entreprise. Il peut s'agir des salariés ou non (Bruno Dupuy, 2014). Il est approché par le capital humain qui est la population en âge de travailler (POP). Ainsi dans le cadre de cette étude, le modèle s'écrit :  $CA = ACSP\alpha POP\beta$  (1)

En appliquant le logarithme naturel à l'équation 1, nous obtenons l'équation économétrique suivante :  $\log CA_t = \log A + \log CSP\alpha + \log POP\beta$  (2) qui est enrichie par l'ajout de trois variables : la consommation, l'investissement et les importations, donnant lieu à l'équation  $\log cat = \alpha_0 + \alpha_1 \log cspt + \alpha_2 \log popt + \alpha_3 \log dft + \alpha_4 \log ipt + \alpha_5 \log mt + \epsilon_t$  (3), dont les paramètres sont estimés à partir du modèle vectoriel à correction d'erreur (MVEC).

De façon générale, le modèle VEC s'écrit :

l'existence de la relation de cointégration à partir du test de cointégration de Johansen (1991). Si la relation de cointégration est confirmée, l'estimation de l'impact de l'accès au crédit sur la performance économique des petites et moyennes entreprises sera faite avec le modèle VEC, afin de capter les effets à la fois à court et long terme.

Si la relation de cointégration n'est pas confirmée, nous allons estimer les paramètres avec le modèle autorégressif à retard échelonné (ARDL), développé par Pesaran et al.(2001)

retardées d'une année ;  $\alpha_p$  est le coefficient des variables endogène et exogènes retardées de p années ;  $X_{t-p}$  est le vecteur des variables endogène et exogènes retardées de p années ;  $\epsilon_t$  est le résidu à l'instant t.

L'estimation de ce modèle nécessite en amont, un test de racine unitaire sur les variables utilisées, pour le besoin de stationnarité des séries ainsi que pour l'étude de la cointégration.

Le test de racine unitaire permet d'identifier la présence de racine unitaire dans une série. Une série chronologique est stationnaire si elle ne comporte ni tendance ni saisonnalité. Le test de racine unitaire de « Phillips-Perron » est utilisé à cette fin. Dans ce test, on cherchera à vérifier l'hypothèse nulle contre l'hypothèse alternative.

$$(1) X_t = \phi_t X_{t-1} + \epsilon_t$$

$$(2) X_t = \phi_t X_{t-1} + c + \epsilon_t$$

$$(3) X_t = \phi_t X_{t-1} + bt + c + \epsilon_t$$

$$\text{Où } \phi_t = 1 \text{ et } \epsilon_t \xrightarrow{\text{---}} \text{iid } (0 \sigma^2) \\ \text{Et } H_1 = \phi_t < 1$$

Hypothèse nulle : présence de racine unitaire (série non stationnaire), Hypothèse alternative : absence de racine unitaire (série stationnaire).

Si t-statistic est supérieure ou égale à la valeur de la

probabilité, on accepte l'hypothèse nulle. Par contre, si t-statistic est inférieure à la valeur de la probabilité, on rejette l'hypothèse nulle, par conséquent on accepte l'hypothèse alternative.

Pour la cointégration des variables, on utilise le test de cointégration de Johansen. En effet, si l'un des tests celui de la Trace ou de Maximum Eigenvalue indique au moins l'existence d'une cointégration, nous concluons que les séries sont cointégrées.

Les variables faisant partie de notre modèle ont été retenues sur la base des arguments empiriques et théoriques de la littérature économique. La variable à expliquer est le chiffre d'affaires dont la croissance est l'un des indicateurs qui permet d'apprécier la performance économique d'une entreprise (Delmar et al. 2003). Les variables explicatives sont encore appelées variables exogènes ; nous avons choisi

l'accès au crédit, comme notre variable d'intérêt, en se référant aux travaux de recherche de Chardeffine et Zaouli (2022), Kede Ndouma et Zogning (2022).

Outre la variable d'intérêt, nous avons également les variables de contrôle, que nous avons sélectionnée sur la base des théories économiques de la croissance endogène, de l'intermédiation financière de l'offre et de la demande. Ces variables de contrôle sont : l'investissement, le capital humain, la consommation finale et les importations. Les résultats de la statistique descriptive de ces variables, exceptés le capital humain, sont présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 1** : Statistiques descriptives des variables du modèle de l'estimation de l'effet du crédit au secteur privé sur la performance économique des PME.

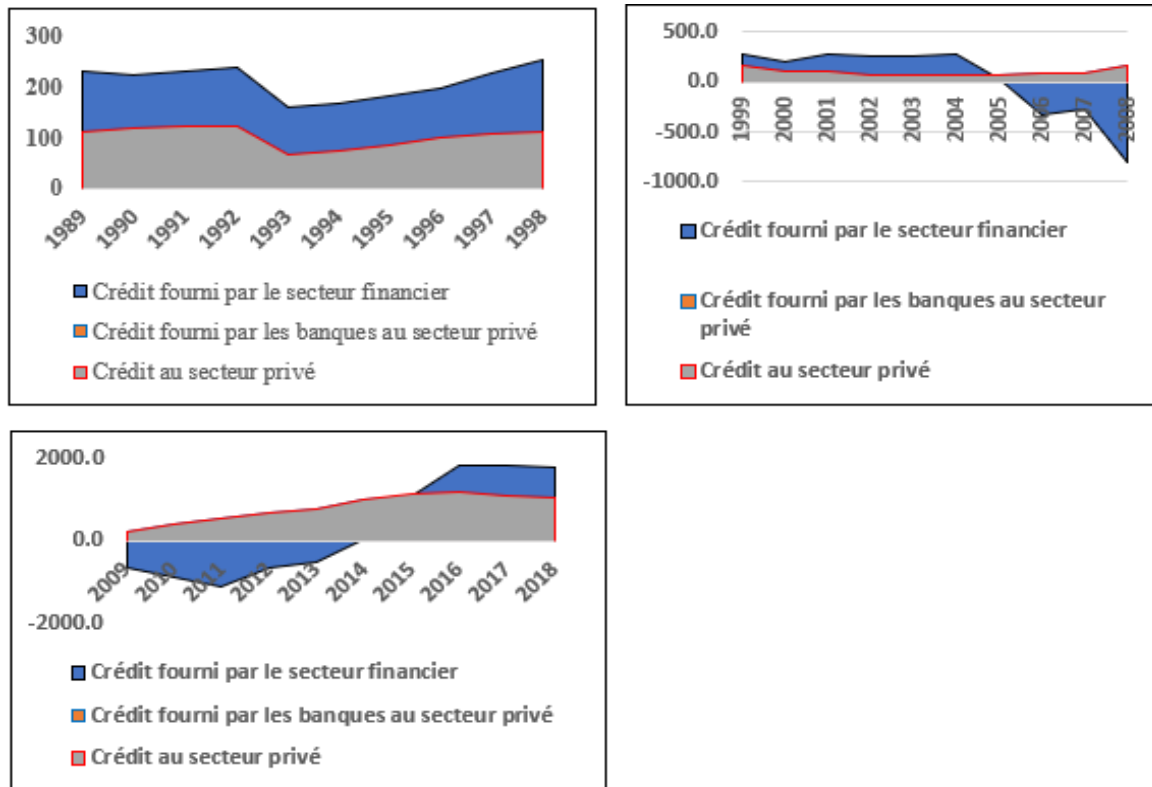
	CF	CA	CSP	IP	IMP
Mean	1510.388	1420.927	307.5108	1105.574	1571.927
Median	782.0923	1589.279	115.9460	418.1885	825.4295
Maximum	4784.855	3070.880	1162.119	5671.213	5621.300
Minimum	100.3000	140.9000	21.26400	46.40000	83.79990
Std. Dev.	1456.795	697.6699	379.6914	1451.542	1598.580
Skewness	0.934503	-0.207462	1.388154	1.689374	0.903256
Kurtosis	2.313834	2.817810	3.210715	4.944168	2.500339
Jarque-Bera	7.928019	0.410712	15.50458	30.39146	7.026297
Probability	0.018987	0.814357	0.000430	0.000000	0.029803
Sum	72498.62	68204.51	14760.52	53067.55	75452.47
Sum Sq. Dev.	99745882	22876933	6775781.	99027727	1.20E+08
Observations	48	48	48	48	48

Source : Auteur

De toutes les variables présentées dans le tableau ci-dessus, nous allons nous focaliser sur l'analyse évolutive de crédit, en raison de son importance pour la problématique traitée dans cet article.

Sauf indication contraire, il existe plusieurs types de crédits auxquels les petites et moyennes entreprises font recours face à leurs besoins de financement. Cependant, ce travail se focalise sur : (i) le crédit fourni par le secteur financier, (ii) le crédit fourni par les banques au secteur privé, et (iii) le crédit au secteur privé.

Après avoir financé l'économie pendant 17 ans (1989 à 2005), en octroyant des crédits d'un montant moyen de 216,6 milliards de FCFA, le secteur financier s'est contenté par la suite d'effectuer des dépôts auprès de la Banque centrale sur le moyen et long terme dans le but de reconstituer une épargne importante, afin de pouvoir financer de nouveau l'économie. Le secteur financier était déjà à bout de souffle en accordant des crédits, puisqu'à fin 2005, le crédit accordé par ce secteur s'élevait à 35,4 milliards de FCFA, après avoir été de 278,5 milliards de FCFA une année plus tôt, soit une chute vertigineuse de 87,3%.



**Fig. :** Évolution des crédits (en milliards de FCFA)  
**Source :** Auteur à partir des données de la Banque mondiale

Après huit ans de reconstitution de l'épargne, le secteur financier a retrouvé un nouveau souffle pour financer le secteur privé. Ainsi, lors des cinq dernières années, le secteur financier a octroyé le crédit d'un montant allant de 57,1 milliards de FCFA à fin 2014 à 1 800,6 milliards de FCFA, soit un rythme de progression annuel moyen de 99,4%.

En outre, le secteur bancaire a financé seul, le secteur privé pendant presque vingt ans, ce n'est que lors des dix dernières années que d'autres sources de financement ont commencé à octroyer des crédits au secteur privé. Toutefois, le financement provenant des autres sources de financement demeure encore insignifiant comparativement au financement bancaire.

Pendant les dix premières années, le secteur privé a reçu un financement d'un montant moyen de 102,1 milliards de FCFA. Ces crédits ont connu une tendance globalement quasi-stable, affichant un taux de variation annuelle moyenne de -0,03% entre fin 1989 et fin 1998.

La deuxième décennie a été caractérisée par une tendance d'ensemble légèrement haussière des crédits au secteur privé. Ces crédits ont progressé à un rythme annuel moyen de 0,6% entre fin décembre 1999 et fin décembre 2008. En moyenne, le crédit accordé au secteur privé s'élève à 99,5 milliards de FCFA, moins importants que le niveau des crédits offerts lors de la première décennie.

Enfin, au cours de la dernière décennie, le secteur privé a reçu d'une part, le financement provenant du système bancaire et, d'autre part, les crédits provenant des sources de financement autres que les établissements de crédits (banques).

S'agissant des crédits en provenance des autres sources de financement, le secteur privé a reçu de ces sources, le crédit d'un montant de 4 milliards de FCFA en moyenne, représentant 0,5% du montant moyen des crédits octroyés

au secteur privé. Nonobstant ces crédits ont connu une tendance globalement haussière, affichant un taux de variation annuelle moyenne de 18,8% entre fin 2009 et fin 2018.

Concernant le crédit bancaire au secteur privé, il s'élève en moyenne à 797,5 milliards de FCFA, représentant 99,5% du montant moyen des crédits accordés au secteur privé. Dans l'ensemble, ces crédits ont connu une tendance croissante.

Vers la fin de la dernière décennie, il a été observé un ralentissement de l'octroi de crédits. En effet, après avoir été de 1 155,9 milliards de FCFA à fin 2016, le crédit accordé au secteur privé par les banques a baissé pendant deux années consécutives, fin 2017 et fin 2018, pour s'établir respectivement à 1 077,6 milliards de FCFA et 1 060,4 milliards de FCFA, soit une régression de 6,7% et de 1,6%.

### 3. Résultats et discussion

Cette section aborde d'abord l'analyse des caractéristiques stochastiques des séries, ensuite la présentation et la discussion des résultats empiriques.

#### 3.1 Analyse des caractéristiques stochastiques des séries

L'examen des résultats de test de stationnarité de Phillips-Perron présentés dans le tableau ci-dessous montrent que les séries ne sont pas stationnaires en niveau. Par contre, elles sont stationnaires en différence première.

**Tableau 2** : Résultats des tests de stationnarité de Phillips-Perron par série.

Variabes	Dégré de différenciation	Statistic de PP	Test valeur critique	Nmbre de retard	Décision
<b>LCA</b>	En niveau	-1.990060	-3.508508	1	I(1)
	En différence première	-5.207894	-1.948140		
<b>LCSP</b>	En niveau	-1.653029	-3.508508	1	I(1)
	En différence première	-4.691109	-1.948141		
<b>LCF</b>	En niveau	-2.745986	-3.508508	1	I(1)
	En différence première	-5.965441	-1.948142		
<b>LIMP</b>	En niveau	-1.901432	-3.508508	1	I(1)
	En différence première	-5.122551	-1.948143		
<b>LIP</b>	En niveau	-2.193414	-3.508508	1	I(1)
	En différence première	-6.183816	-1.948144		
<b>LPOP</b>	En niveau	-2.037505	-3.508508	1	I(1)
	En différence première	-4.050390	-1.948145		

Source : Auteur

S'agissant de la cointégration des séries, l'analyse des résultats du test de cointégration de Johansen, présentés dans le tableau 3 ci-contre révèle l'existence d'une cointégration entre les séries étudiées. En effet, le test de la Trace indique au moins deux relations de cointégration.

**Tableau 3** : Résultats de test de Cointégration de Johansen.

Date: 12/12/23 Time: 18:40  
 Sample (adjusted): 1976 2021  
 Included observations: 46 after adjustments  
 Trend assumption: Linear deterministic trend  
 Series: LCA LCSP LIP LIMP LPOP RMP LCF  
 Lags interval (in first differences): 1 to 1

**Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)**

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.656122	150.4166	125.6154	0.0006
At most 1 *	0.500303	101.3130	95.75366	0.0196
At most 2	0.409246	69.40031	69.81889	0.0540
At most 3	0.326065	45.18795	47.85613	0.0872
At most 4	0.266922	27.03532	29.79707	0.1008
At most 5	0.155473	12.75217	15.49471	0.1242
At most 6 *	0.102590	4.979145	3.841466	0.0256

Trace test indicates 2 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

\* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

\*\*MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Source : Auteur

La relation de cointégration étant identifiée, le modèle à utiliser pour l'analyse des effets de l'accès au crédit sur la performance économique des PME est le modèle vectoriel à correction d'erreur.

**3.2. Résultats d'estimation et discussion**

La plus grande partie du financement accordé au secteur privé est orientée vers les grandes entreprises. Les petites et moyennes entreprises bénéficient juste d'un financement infiniment petit. Nous nous posons la question, si l'accès au crédit par les PME, leur permet d'être économiquement performantes.

La performance économique d'une entreprise dans cet article correspond à l'augmentation du chiffre d'affaires des petites et moyennes entreprises. En effet, l'un des facteurs qui permet d'apprécier la performance économique d'une entreprise est l'augmentation du chiffre d'affaires (Delmart et al. 2003).

Avant de procéder à l'estimation des paramètres, il est nécessaire de déterminer d'abord le nombre de retards « p ». En effet, notre modèle d'évaluation des effets de

l'accès au crédit sur la performance économique des PME est un MVEC d'ordre p.

D'après les résultats du tableau ci-dessous, les statistiques de AIC et le FPE indiquent que le nombre de retards « p » est égal à deux (2), par conséquent nous allons estimer les paramètres avec un modèle vectoriel à correction d'erreur d'ordre 2.

**Tableau 4** : Résultats de test « lag length criteria » à partir de l'estimation du modèle VAR (2).

VAR Lag Order Selection Criteria						
Endogenous variables: CA LCSP LCF LIMP LIP LPOP RMP						
Exogenous variables: C						
Date: 12/15/23 Time: 16:38						
Sample: 1974 2021						
Included observations: 46						
Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-341.1090	NA	0.008827	15.13518	15.41345	15.23942
1	36.56619	623.9852	5.63e-09*	0.844948	3.071120*	1.678886*
2	88.30618	69.73651*	5.79e-09	0.725818*	4.899891	2.289451

Source : Auteur

**3.2.1 Résultats d'estimation**

Cette sous-section présente premièrement les résultats d'estimation suivis de leur interprétation puis deuxièmement la discussion sur les résultats de l'effet de l'accès au crédit sur la performance économique des petites et moyennes entreprises.

D'après les résultats du tableau ci-dessous, les statistiques de AIC et LR indiquent que le nombre de retards « p » est égal à deux (2). De ce fait ; nous allons estimer les paramètres avec le modèle vectoriel à correction d'erreur d'ordre 2.

**Tableau 5** : Résultats de test « lag length criteria » à partir de l'estimation du modèle VAR (2).

VAR Lag Order Selection Criteria						
Endogenous variables: CA LCSP LCF LIMP LIP LPOP RMP						
Exogenous variables: C						
Date: 12/15/23 Time: 16:38						
Sample: 1974 2021						
Included observations: 46						
Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-341.1090	NA	0.008827	15.13518	15.41345	15.23942
1	36.56619	623.9852	5.63e-09*	0.844948	3.071120*	1.678886*
2	88.30618	69.73651*	5.79e-09	0.725818*	4.899891	2.289451

Source : Auteur

L'analyse des résultats issus de l'estimation du MVEC, présenté dans le tableau ci-contre montre que les coefficients de la relation de long terme sont non significatifs pour les variables accès au crédit et importation. Cependant, il faut souligner que les coefficients de ces variables ont affiché les signes conformes à la théorie. De ce fait, il n'y a aucun lien significatif à long terme entre l'accès au crédit et la performance économique des PME. Les variables consommation finale, formation brute du capital fixe (investissement) et le capital humain ont des coefficients significatifs, avec des signes qui obéissent à la théorie économique, sauf pour la consommation. A long terme, une

augmentation de 10% de l'investissement entraîne une hausse 46,5% du chiffre d'affaires des PME. Ainsi, l'investissement impacte de façon positive la performance économique des PME. Un accroissement de 1% du capital humain entraîne une progression de 18,0% du chiffre d'affaires des PME. Il existe donc un lien positif entre l'amélioration du capital humain et la performance économique des PME. A long terme, la consommation finale impacte négativement le chiffre d'affaires des PME. Il n'existe donc aucun lien à long terme entre la consommation et la performance économique des PME.

**Tableau 6** : Résumé des résultats de l'estimation

Résultats à long terme		Résultats à court terme	
<b>Vector Error Correction Estimates</b> Date: 12/15/23 Time: 18:43 Sample (adjusted): 1977 2021 Included observations: 45 after adjustments Standard errors in ( ) & t-statistics in [ ]			
Cointegrating Eq:	CointEq1	Variables	
LCA(-1)	1.000000	CointEq1	-0.063133 (0.02044) [-3.08881]
LCSP(-1)	0.904504 (0.54679) [1.65420]	DLCA(-1)	-0.124167 (0.18264) [-0.67986]
LCF(-1)	-13.30210 (1.77451) [-7.49621]	DCSP (-1)	0.114135 (0.13338) [0.85568]
LIMP(-1)	-0.937749 (0.87692) [-1.06936]	DLIP(-1)	0.366717 (0.15148) [2.42089]
LIP(-1)	4.647775 (0.81139) [5.72817]	DLCF(-1)	-0.255163 (0.31772) [-0.80310]
LPOP(-1)	18.02070 (2.39947) [7.51028]	DLPOP(-1)	-3.676680 (5.25398) [-0.69979]
C	-76.43807	DLIMP(-1)	0.002486 (0.16613) [0.01496]



Source : Auteur

A court terme, l'accès au crédit n'influence pas le chiffre d'affaires des PME. Par conséquent, il n'y a aucun effet à court terme, entre l'accès au crédit et la performance économique des PME. Les variables consommation finale, capital humain et l'importation ont des coefficients non significatifs. L'investissement est l'unique variable qui a un coefficient significatif et positif. En effet, à court terme, son augmentation de 10% entraîne une hausse du chiffre d'affaires de 3,7%. Le coefficient d'ajustement montre que l'écart de l'année précédente par rapport à l'équilibre de long terme est corrigé à une vitesse de 6,3%

### 3.2.2 Discussion

Il ressort des résultats de l'estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur, que le crédit alloué au secteur privé n'exerce aucun effet sur le chiffre d'affaires des petites et moyennes entreprises. Ainsi, l'accès au crédit par les PME en République du Congo ne favorise pas à court ni à long terme, la performance économique de ces entreprises.

L'accès au crédit est une condition préalable à la croissance et à la prospérité de toute entreprise au sein de l'économie. L'accès au crédit améliore la performance économique des entreprises, facilite l'entrée sur le marché, la croissance des entreprises et la réduction des risques, favorise l'innovation et l'activité entrepreneuriale. Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle important dans la croissance économique et, au niveau macro, créent des emplois au sein de l'économie.

La majorité des PME n'ont pas été à mesure d'accéder au crédit pour lubrifier leurs activités, en raison de leurs antécédents limités, d'une garantie collatérale acceptable limitée et d'états financiers et de plans d'affaires inadéquats. Ce qui n'a pas permis dans le contexte congolais de ressortir un effet positif entre le crédit au secteur privé et la performance économique de ces entreprises.

Les résultats de l'estimation du modèle vont à l'encontre des travaux de Sabarwal et Terrell (2009), qui ont établi un lien positif entre le crédit et la performance des PME, dirigées par les femmes dans les pays de l'Amérique Latine, en ce sens que les PME connaissent une croissance plus rapide que celles dirigées par les hommes.

Ils divergent également avec les conclusions des travaux de Schumpeter, de Gerschenkron, de Goldsmith, de King et Levine, qui ont montré l'existence d'un lien entre la croissance économique, conséquence de la performance économique des entreprises en général et des PME en particulier à long terme et le secteur financier, notamment l'accès au crédit.

Les résultats issus de cette thèse vont à l'encontre des conclusions des travaux de recherche de Benjamin Agyeman, Dorcas Quarshie et James Telari Bonn, qui ont montré que le crédit est un élément important pour la performance de l'entreprise, caractérisée par la croissance des ventes (chiffre d'affaires) et de la clientèle, avant de conclure qu'il existait une relation positive significative entre le crédit et la performance des PME.

Il faut cependant souligner que, si la relation entre l'accès au crédit par les PME et la performance économique de ces entreprises est non significative mais tout de même positive, c'est tout simplement parce que ces entreprises n'ont pas, pour la plupart, l'accès au crédit bancaire. En effet, plusieurs PME souhaitent emprunter quand les

besoins de financement de leur investissement dépassent les flux de trésorerie générés en interne, mais font souvent face dans leur relation de crédit, à la sélection adverse et à des coûts d'information.

Ces coûts peuvent être nuls pour les fonds internes (autofinancement), mais sont élevés dans le cas de l'émission de nouvelles actions, faisant que les coûts de la dette se trouvent dans une position intermédiaire. L'objectif des dirigeants de PME est de maximiser leur propre richesse tout en conservant leur indépendance vis-à-vis des acteurs externes ; c'est pourquoi les fonds internes font l'objet en premier lieu de leur choix de financement. Si les fonds internes sont insuffisants, ils préfèrent recourir à la dette plutôt qu'à l'augmentation du capital, car la dette a l'avantage de réduire le degré de dépendance de l'entreprise à l'égard des autres apporteurs de capitaux. Ce qui leur permet de garder le contrôle et le pouvoir de décision.

Aussi faudra-t-il souligner que la perception du risque au sens strict, par les établissements de crédit exerçant au Congo, va à l'encontre de la théorie du canal de crédit bancaire qui stipule que l'entreprise représentative doit obtenir un crédit pour financer son fonds de roulement ; les coûts de main-d'œuvre avant la production et la vente de la production. Cette perception pourrait donc par conséquent, jouer en défaveur de la relation entre le crédit et la performance économique des petites et moyennes entreprises.

Par ailleurs, les résultats issus de l'estimation s'emboîtent indirectement avec les travaux de recherche de J.K Galbraith (1959). L'auteur considère que les petites unités de vente et de production, dans notre cas, les PME, sont financièrement étranglées et victimes du comportement restrictif des banques dans leurs demandes d'emprunt, des inégalités flagrantes apparaissant entre le secteur oligopolistique, peu concerné par le gel des crédits et les PME exposées aux aléas du marché. Si cela n'était pas le cas, les résultats obtenus devaient établir un lien positif entre le crédit au secteur privé (qui provient en grande partie des banques) et le chiffre d'affaires des petites et moyennes entreprises (l'un des principaux indicateurs de la performance économique des PME).

Par contre, les résultats de nos estimations s'emboîtent partiellement avec les résultats des travaux keynésiens, qui voient le développement financier, notamment l'accès au crédit comme une conséquence et non une cause de la croissance économique. Elle-même est une conséquence de la performance économique des entreprises en général et des petites et moyennes entreprises en particulier.

Contrairement aux résultats des travaux de recherche de Sakwa, Margaret sur l'accès au crédit et performance des petites et moyennes entreprises au sud de Kenya, montrant que les caractéristiques des entreprises ont eu une influence négative non significative sur le crédit, et par ricochet, sur la performance. Les résultats de nos travaux s'alignent partiellement sur leurs résultats, puisque la relation établie entre le crédit et la performance économique est non significative mais positive.

### Conclusion

Cet article a traité la problématique de l'accès au crédit sur la performance économique des petites et moyennes

entreprises, en utilisant le modèle vectoriel à correction d'erreur sur des données couvrant la période de 1974 à 2021. Les données utilisées sont issues des bases des données de la Banque mondiale (World development Indicator, 2021) et de l'Institut National de Statistique.

A notre connaissance, l'analyse qui a permis d'établir le lien entre l'accès au crédit et la performance économique des PME fait son entrée dans une série de travaux réalisés, traitant de la problématique de l'accès au financement, en rapport avec les petites et moyennes entreprises. Elle semble originale dans la mesure où elle a ressorti l'effet de l'accès au crédit par les PME sur leur chiffre d'affaires.

Les résultats de l'estimation économétrique sont très intéressants dans le sens où ils éclairent sur le lien entre l'accès au crédit et la performance économique des PME à long et court termes. Il ressort des résultats d'estimation du modèle, qu'à long terme, l'accès au crédit n'influence pas significativement la performance économique des petites et moyennes entreprises, même si le lien entre les deux est positif. L'investissement et le capital humain ont des effets positifs et significatifs sur la performance économique des PME. L'importation a un effet négatif non significatif sur la performance économique des PME.

A court terme, l'investissement impacte positivement et significativement la performance économique des PME. C'est d'ailleurs la seule variable à avoir un effet significatif sur la performance économique des PME à court terme. L'accès au crédit et l'importation ont des effets positifs non significatifs sur la performance économique des PME, tandis que le capital humain et de la consommation finale n'influence pas la performance économique des PME en République du Congo.

Pour faire de l'accès au crédit un véritable catalyseur pour la performance économique des petites et moyennes entreprises, le Gouvernement devrait accompagner davantage les PME, en optimisant le fonctionnement du Fonds d'impulsion garantie et d'accompagnement (FIGA), en augmentant son capital. Par ailleurs, le Gouvernement devrait (i) développer son secteur financier, (ii) encourager les PME à accéder aux plateformes financières en ligne, (iii) mettre en place d'autres mécanismes de garantie plus fiables uniquement pour les petites et moyennes entreprises ; (iv) créer une banque des petites et moyennes entreprises ; et (v) mettre en place les dispositifs de crédit à garantie publique.

## Références

1. Abor, J. and Biekpe, N. (2007). Corporate governance, ownership structure and performance of SMEs in Ghana: implications for financing opportunities, *Corporate Governance. The international journal of business in society*, vol. 7, N°3.
2. Akonkwa A. (2009). *Déterminant de la performance des PME à Bukavu. Mémoire inédit, UCB*
3. Aryeetey, E (1998) *Informal finance for private sector development in Africa. Economic research papers*, n°41, Banque Africaine de Développement.
4. Bagehot, Walter et Lombard Street (1873). *Une description du marché monétaire*. Henri S. King et Co, 65 Cornhill et 12 Paternoster Row, LONDON, 359.
5. Bitemo X. et DZAKA T (2009). *Micro-credit et croissance des micros et petites entreprises dans l'Ouest de la République Démocratique du Congo in La vulnérabilité des TPE et des pme dans un environnement mondialisé, 11ème journée scientifique du réseau Entrepreneuriat*.
6. Buckley, G. 1997. *Microfinance in Sub-Saharan Africa: Is it either the problem or the solution?* *World Development*, vol.25, No7, pp. 108 1-1093.
7. Célestin M. et Mourad K (2015). *L'accès au crédit individuel par les clients des institutions de microfinance du Congo: une analyse des déterminants de l'auto-exclusion et de l'obtention du prêt*, *Monde de développement* 2015/1 (n°169) pp 121 à 138.
8. Comité national économique et financier (2021), *secrétariat général, rapport annuel 2021, république du Congo*.
9. Edith Ginglinger (1991). *Gestion financière de l'entreprise*. Dalloz, Paris; impr. 1991, 1991.
10. Fatoki Olawale et David Garwe (2010). *Obstacles à la croissance des nouvelles PME en Afrique du Sud*. Département de gestion des affaires, Université de Fort Hare, Afrique du Sud, *African Journal of Business Management*, Vol. 4(5).
11. Fatoki, O., & Odeyemi, A. (2010). *Which New Small and Medium Enterprises in South Africa Have Access to Bank Credit?* *International Journal of Business and Management*, 5(10).
12. Goldsmith, R. W. (1969). *Financial Structure and Development*. Yale University Press, New Heaven.
13. Gupta, A., Chotia, V., & Rao, N. (2014). *Financial inclusion and human development: A state-wise analysis from India*. *International Journal of Economics, Commerce and Management* II.
14. Gurley J. et Shaw E.(1960). *La monnaie en théorie de finance*. Brookings, Washington DC.
15. Janvier Nkurunziza (2010). *The effect of credit on growth and convergence of firm size in Kenyan manufacturing*. *Journal of International Trade and Economic Development*. 19(3).
16. Jean-Raymond Dirat (2001). *La microfinance et la promotion de l'entrepreneuriat : le cas du Congo*. Université d'Orléans, moteur de recherche des thèses françaises.
17. King Robert G. et Levine Ross (1993). *Finance, entrepreneurship and growth*. *Journal of Monetary economics*, vol. 32, n°3.
18. McKinnon Ronald (1973). *Money and capital in economic development*. The Brookings Institute, Washington DC.
19. Meghana Ayyagari et al (2008). *How Important Are Financing Constraints? The Role of Finance in the Business Environment*. *The World Bank Economic Review*, 22(3).
20. Modigliani, F., & Miller, M. H. (1958). *The cost of capital, corporation finance and the theory of investment*. *The American Economic Review*.
21. Montalieu, T. (2002). *Micro-credit institutions: Pros and cons. What type of banking practices? For which results?* *Mondes En Développement*, 30(119).
22. Olawale, F., and D. Garwe. 2010. *Obstacles to the Growth of New SMEs in South Africa: A Principal Component Analysis Approach*. *African Journal of Business Management* 4 (5).
23. Patrick Hugh T. (1966). *Financial development and economic growth in underdeveloped countries*. *Economic development and Cultural change*, vol. 14, n°2.

24. Reyes Aterido, Mary Hallward-Driemeier et Carmen Pages (2009). De grandes contraintes à la croissance des petites entreprises ? Environnement des affaires et croissance de l'emploi dans les entreprises. World Bank Policy Research Working, Paper No. 5032.
25. Robinson, J. (1952). The Generalisation of the General Theory, in the Rate of Interest, and Other Essays. 2nd Edition, Macmillan, London.
26. Schumpeter Joseph A. (1911). The theory of economic development. Harvard economic studies, vol. XLVI, Cambridge, MA: Harvard University Press.
27. Thorsten Beck et Asli Demirguc-Kunt (2006). Petites et moyennes entreprises : l'accès au financement comme contrainte de croissance. Journal of Banking & Finance, 2006, vol. 30.